

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

19 AU 25 SEPTEMBRE 1991

N° 837

10,00 F



Finissons-en avec le capitalisme

EDITORIAL

Ceux que le marxisme-léninisme a rendu orphelins seraient bien inspirés de se pencher sur un mode de socialisme trop peu utilisé : le socialisme libertaire. Fini le temps du communisme de caserne niant l'individu, place à la gestion directe de l'économie.

Il faudra bien un jour s'interroger sur les faillites du capitalisme libéral. En cette rentrée 1991 où le marasme social gagne, où le chômage atteint des sommets, il serait bon d'y réfléchir maintenant que nous voilà débarrassés du marxisme-léninisme.

Ce n'est pas la première fois dans ces colonnes que nous dénonçons les gâchis et les injustices produites par l'économie de marché. Y revenir, encore une fois, nous semble indispensable tant l'ampleur de ces inégalités s'étalent et s'avèrent plus criantes que jamais.

10% de la population française possède de 54% du patrimoine, affirmait José Da Costa dans un précédent Monde libertaire. Aujourd'hui, on nous annonce une nouvelle aggravation du chômage : 42 600 chômeurs de plus en l'espace d'un mois, ceci sur un total recensé de 7 763 000. Cela représente 9,5% de la population active.

Dans la même semaine, la presse annonce un déficit accru de l'assurance-chômage. Le trou de l'UNEDIC atteindrait 16 milliards de francs à la fin de 1992. On apprend que ce déficit est lié, évidemment, à la pénurie d'emplois, mais aussi à la stagnation des salaires. « La masse des salaires ne permet pas de renflouer les caisses. » (1) En d'autres termes, les salariés français ne sont pas assez payés. Ce qui est depuis longtemps une évidence, si l'on compare, à titre d'exemple, aux salaires versés outre-

Rhin. L'Allemagne rémunère de 10% à 30% de mieux ses employés.

Du côté des jeunes, même galère. 14% seulement accèdent directement à un emploi. Nous le savons, avec les femmes, les jeunes demeurent les plus touchés par le chômage. Lorsqu'ils ont la chance d'avoir une qualification, là encore leurs rémunérations tournent autour du SMIC. « Pour ceux qui ont un bac technologique : 4 800 F/mois, un BEP : 4 600 F/mois et entre 4 100 F et 4 400 F pour les jeunes sans diplôme ou de niveau CAP. » (2) Les patrons paient 6 000 F net l'embauche d'un détenteur d'un DUT ou d'un BTS (3).

On pourrait multiplier les exemples. Allonger cette liste de chiffres. Y comptabiliser, outre les chômeurs hexagonaux, ceux des autres pays occidentaux. Sans oublier, bien sûr, les populations du tiers monde transformées dans cette logique en une main-d'œuvre corvéable à merci. Des populations obligées encore et toujours pour survivre à émigrer ou, à défaut, à mourir de faim, en leurs pays.

L'Histoire s'est arrêtée, nous dit-on. Non, l'Histoire se répète dans la douleur. La misère n'a jamais été une fatalité. Si le marxisme-léninisme a échoué dans son projet d'égalité économique et sociale, ce n'est pas pour autant que l'économie libérale soit une alternative heureuse. Bien au contraire ! Les chiffres sont là pour le rappeler, et pas seulement les chiffres !

« L'Histoire s'est arrêtée, nous dit-on. Non, l'Histoire se répète dans la douleur. »

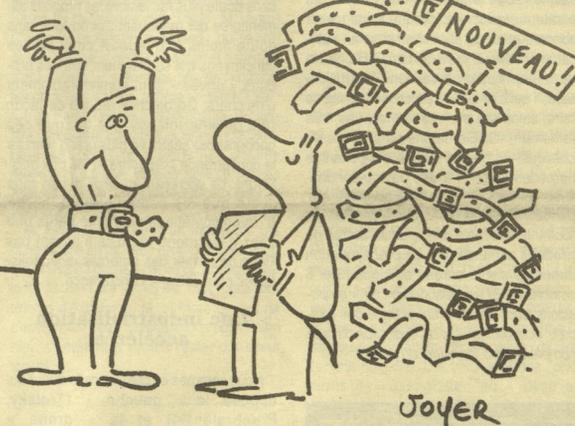
Cette affirmation n'est pas nouvelle. Démontrer que le capitalisme est à combattre, cela ne relève pas du scoop. Par contre, il y a bien urgence, vue la conjoncture, à relancer la réflexion pour en finir aussi avec lui.

Il ne servira à rien de chercher des remèdes dans le cadre de l'économie actuelle. Les petits boulots ou les « emplois de proximité », chers à la CFDT ne régleront rien.

Les ministres successifs auront beau proposer, tous les quatre matins, des mesures spécifiques pour l'emploi, tant qu'ils resteront dans le créneau capitaliste ; la pauvreté aura encore la part belle pour longtemps !

François Mitterrand avouait lors d'une récente conférence de presse : « Je ne suis pas maître des courants économiques internationaux ». Evidemment, puisqu'il en est le modeste serviteur. Rien donc ne sera possible sans une transformation radicale des systèmes

LES MIRACLES DU CAPITALISME :
LES MAGASINS SONT ENFIN
APPROVISIONNÉS !



URSS

De l'accumulation primitive au capitalisme : la période de transition

On a tendance à oublier que Lénine lui-même considérait que l'établissement du capitalisme d'Etat dans la Russie post-révolutionnaire constituait à ses yeux un progrès par rapport à la situation antérieure, pourvu que ce capitalisme d'Etat fût contrôlé, en théorie par la classe ouvrière, en réalité par le parti bolchevique qui s'était approprié le droit exclusif de la représenter. Le modèle d'organisation auquel Lénine se référait était le système postal allemand, étendu à la société tout entière... C'est dire que l'échec du « communisme » dont se gaussent les témoins du libéralisme mériterait d'être quelque peu remis en perspective... La période qui va de l'appropriation du pouvoir par les bolcheviks à la remise virtuelle de celui-ci à Eltsine n'a été en réalité qu'une transition vers le capitalisme.

Aujourd'hui, les dirigeants soviétiques reconnaissent que les mauvaises performances de l'économie ont pour cause le système hypercentralisé instauré par Staline à la fin des années 20. Mais lorsque Boukharine clamait en 1927 dans ses *Notes d'un économiste* : « Nous sommes par trop centralisés ! », c'est autant à l'héritage de l'époque léninienne

qu'à celui de Staline qu'il aurait dû s'en prendre.

Les deux inconvénients majeurs du système économique actuel sont le gaspillage et le retard de l'innovation technologique, auxquels on peut ajouter l'absence totale de motivation de la main d'œuvre. Il s'agit donc de remplacer la gestion administrative par une gestion économique, assurant une large autonomie des entreprises, garantissant l'effectivité des mécanismes du marché et une coordination plus horizontale que verticale.

Gestion administrative et gestion économique

Outre les résistances au plus haut niveau de l'appareil d'Etat, l'opposition à la réforme vient évidemment des membres de l'appareil intermédiaire qui risquent de perdre leurs privilèges, liés aux fonctions de contrôle et de décision qu'ils ont assumées depuis 70 ans.

Dans la *Pravda*, Gorbatchev pouvait ainsi déclarer : « ...certains dirigeants du parti ont des problèmes avec la perestroïka - ils sont incapables d'abandonner leurs fonctions de "distributeurs" qui ne relèvent pas

A l'heure où le marxisme-léninisme semble disparaître de l'avant-scène politique, nous sommes en droit de nous poser la question de savoir par quels moyens pourra être instaurée une alternative à un libéralisme qui se veut triomphant, et qui par conséquent fait montre d'une arrogance extrême. La chute du PC d'Union soviétique n'aurait que du bon si par la même occasion des mouvements de type religieux et nationaliste ne s'étaient enflammés dans la brèche, prêts à mener des guerres d'un autre âge pour des questions éculées de frontières et de cultes.

La disparition, à plus ou moins brève échéance, du Parti communiste français ne va-t-elle pas conduire à un phénomène similaire ? Entre une Eglise catholique toujours soucieuse de reconforter les brebis égarées et un Le Pen désireux de récupérer un électorat communiste désemparé, la marge est étroite. D'autant qu'au sein même de la gauche des signes avant-coureurs n'ont rien de rassurant. A la fête de l'Humanité, n'a-t-on pas vu un stand où l'on conviait les salariés à venir signer une pétition contre les travailleurs clandestins. L'exclusion doit bien commencer quelque part, n'est-ce pas ! On se rappelle de l'époque où le PCF affichait sur nos murs « Produisons Français ! ». Le populisme est une calamité. Le PCF s'y est adonné avec un succès certain pendant des décennies. Si l'on n'y prend garde, d'autres vont poursuivre sur cette voie, confiants en leur capacité de durer ainsi. Les anarchistes, en cette période d'incertitude, ont à répondre à cette menace.

DIVERGENCE-FM...

une radio qui nécessite
notre soutien

P. 8

T 2137 - 837 - 10.00 F



(suite p. 3)

(suite p. 2)

FOP 2520

De l'accumulation primitive au capitalisme : la période de transition

(suite de la « une »)

retard en matière de productivité du travail : il s'agit pour le gouvernement ni plus ni moins que d'utiliser la pression du marché capitaliste pour contraindre les ouvriers soviétiques...

Quant à l'adhésion au FMI, elle est envisagée par un officiel soviétique en ces termes : « Notre participation au FMI favoriserait la solution de certains problèmes intérieurs... » (Cf. *Actualités soviétiques*, n° 809.) Or, les méthodes préconisées par le FMI sont connues : réduction des versements sociaux, réduction massive de main d'œuvre, hausse des prix, fermeture d'entreprises non rentables, etc. Si les travailleurs soviétiques ne bénéficiaient pas, auparavant, du droit d'association, si leurs libertés politiques étaient réduites, du moins avaient-ils une certaine sécurité d'emploi. Gorbatchev a compris ce que Bismarck un siècle avant lui avait constaté : les libertés politiques formelles ne sont en rien un danger pour une société de privilèges, elles sont au contraire le meilleur garant de l'exploitation efficace du prolétariat.

Dans les années 20, déjà...

On peut faire de nombreux rapprochements entre la situation actuelle et celle des années 1920-1930, et les réponses proposées sont globalement identiques. La disparité des prix entre les produits manufacturés et la production agricole, lorsqu'elle désavantage les paysans, les empêche d'acheter les produits de l'industrie. L'accroissement de la productivité du travail, la guerre au gaspillage, la rationalisation, feront baisser les prix des produits industriels. Outre que la paysannerie

constitue un énorme marché potentiel, l'équilibre des relations entre la ville et la campagne permettrait de régler le problème dramatique de l'approvisionnement des villes. A l'époque où il se réclamait du communisme, Gorbatchev s'est un temps référé à Boukharine, ce qui lui permettait de conserver une légitimité bolchevique tout en préconisant une politique différente de l'héritage lénino-stalinien. Or, Boukharine pensait que le développement de l'industrie dépendait du développement de l'agriculture, de même que cette dernière dépendait de la capacité de l'industrie à fournir du matériel à la campagne. La solution préconisée était l'encouragement des exploitations individuelles.

Le passage direct de la petite exploitation parcelle au socialisme était, selon Boukharine, impossible dans les campagnes. Il fallait passer par l'intermédiaire du capital privé. Il ne proposait pas la suppression de la nationalisation du sol mais la constitution de fermiers employant des salariés sous le contrôle de l'Etat, et qui seraient expropriés lorsque le degré de concentration du capital rural serait suffisamment élevé. Surtout, dans le contexte de la Russie où la paysannerie était majoritaire, il pensait que ce processus devait se faire, selon ses propres termes, très, très lentement. Or Gorbatchev a proposé de concéder en bail de 50 ans d'importantes parcelles de terre à des paysans individuels. Si cette mesure était adoptée, elle permettrait, selon le secrétaire général, de fournir le marché d'une quantité accrue de produits alimentaires. La préoccupation exprimée par le bureau politique (3 et 6 octobre 1988) est l'élaboration de « propositions pour une refonte radicale des relations économiques et de la gestion dans le complexe agro-industriel du pays ».



Gorbatchev, l'homme par qui le capitalisme occidental arrive !
Rencontre Chirac-Gorbatchev en 1986. © Joël Robine/AFP

A l'autre bout de la chaîne, au niveau de la distribution, Gorbatchev encourageait, comme le faisait Boukharine, la création de coopératives privées. Ainsi on trouvera sans doute plus facilement les produits alimentaires qui manquent ; et on fera sans doute moins la queue. A ceux de ses concitoyens qui se plaignent que ces produits « privés » sont considérablement plus chers, Gorbatchev répond de façon très boukharinienne que lorsque ces coopératives seront en plus grand nombre la concurrence s'accroîtra et les prix baisseront. Le secrétaire général pense sans doute que les capitalistes en herbe d'Union soviétique sont plus bêtes que ceux d'Occident, et qu'ils n'auront pas l'idée de former des ententes monopolistiques pour éviter la concurrence.

Une industrialisation accélérée

Nous sommes en plein dans le débat qui opposa la « gauche » (Trotsky, Preobrajenski) et la « droite » (Boukharine) dans les années 1925-1928. Preobrajenski pensait que le sort du socialisme dépendait de l'industrialisation accélérée du pays. Selon lui, il fallait trouver très rapidement des ressources pour financer cette industrialisation. Le secteur industriel existant, démantelé par la guerre, la révolution et la guerre civile, ne pouvait à lui seul créer la plus-value nécessaire à l'industrialisation : il fallait extraire ces ressources d'investissement de l'économie rurale. L'industrialisation ne pourrait se faire qu'en transférant massivement la plus-value de la paysannerie vers le secteur industriel étatisé.

Preobrajenski nomme ce transfert massif « accumulation socialiste primitive », par analogie avec l'accumulation primitive du capitalisme décrite par Marx, et qui s'est faite par la violence la plus extrême contre les formes économiques non capitalistes. Si Preobrajenski ne préconise pas des méthodes aussi brutales que celles employées pour l'accumulation capitaliste,

mais des mesures économiques, administratives, fiscales et essentiellement « une politique des prix visant systématiquement l'exploitation de toutes les forces de l'économie privée », Staline reprendra l'idée du transfert massif entre 1929 et 1932 en la poussant dans ses plus extrêmes limites de violence, de terreur, lorsqu'il lancera la collectivisation forcée, ce qui fournit à l'équipe de Gorbatchev l'occasion de dire que c'est la gauche, et surtout Trotsky, qui a inspiré la politique stalinienne.

Boukharine qui, à l'époque, fait partie de la majorité stalinienne - celle d'avant la collectivisation forcée - développe, contre la gauche, son propre programme. Tout d'abord, pense-t-il, « une dictature du prolétariat qui est en guerre avec la paysannerie (...) ne peut en aucune façon être forte ». L'échange inégal, en éliminant les stimulations du marché, conduirait les paysans à refuser de mettre le surplus en circulation, ce qui imposerait de nouveau la pratique des réquisitions et l'affrontement avec les paysans. Le conflit avec la paysannerie ne peut être que défavorable au Parti : le soutien de cette classe a été la condition indispensable du succès de la révolution en 1917 : « Si cette combinaison particulièrement favorable entre les classes se perd, alors tout le socle sur lequel la révolution socialiste peut croître s'effondre. »

Boukharine s'oppose violemment aux thèses de Preobrajenski, qu'il accuse d'inaugurer un système d'exploitation permanent contre la paysannerie : « Peut-on jamais qualifier le prolétariat de classe exploiteuse ? » demande-t-il. Sans le savoir, Boukharine envisage une possibilité sur laquelle un autre Russe s'était déjà interrogé, cinquante ans plus tôt. « Les marxistes, dit en effet Bakounine, pensent (que) le prolétariat des villes est appelé aujourd'hui à détrôner la classe bourgeoise, à l'absorber et à partager avec elle la domination et l'exploitation du prolétariat des campagnes, ce dernier paria de l'histoire... » (1)

Pas plus que Preobrajenski, Boukharine ne nie que l'industrialisation est la tâche prioritaire du Parti. De même, il pense que celle-ci doit se faire à partir des ressources propres à la Russie, ce qui implique le transfert des ressources de l'agriculture vers l'industrie d'Etat. Les divergences se situent au niveau des méthodes et du rythme : « La question reste de savoir combien nous pouvons prendre à la paysan-

nerie (...), quelle importance peut prendre ce pompage, quelles méthodes et quelles limites nous sont assignées, afin que le résultat soit le plus favorable possible. »

Les membres de l'opposition, dit encore Boukharine, « sont favorables à une pression maximale, mais elle est économiquement irrationnelle et politiquement inadmissible. Nous ne renonçons pas à ce pompage, mais nous voulons le voir s'exercer plus modérément. »

Sauver les meubles

L'idée de Boukharine est que le développement industriel dépend du développement de la consommation, qui doit satisfaire les besoins sociaux. « Plus le pouvoir d'achat de la paysannerie s'accroît, plus notre industrie se développe rapidement. » Contre la gauche il affirme que le secteur urbain et le secteur rural forment un seul organisme, et que rompre l'interaction entre l'agriculture et l'industrie conduit à la catastrophe. Cette interaction ne peut se faire que par le jeu de l'offre et de la demande. Dans une économie constituée pour une part écrasante du secteur rural, c'est la demande paysanne qui stimulera toutes les branches de l'industrie. Inversement, la qualité et le niveau technologique des produits industriels fournis aux paysans accroissent et améliorent les produits agricoles livrés à l'industrie - grains ou cultures industrielles -, ce qui permet leur exportation en échange de biens d'équipement.

Ces thèses, développées vers 1925, nous renvoient tout à fait dans les débats de l'économie soviétique à l'heure de la perestroïka. Il n'est pas exagéré de dire que Gorbatchev a repris le problème dans les termes mêmes où il se posait avant la collectivisation forcée. Cela explique la référence qu'il a constamment faite, jusqu'à une date récente, au communisme. Lui et son équipe tentaient désespérément de sauver les meubles en mettant en œuvre l'une des politiques proposées au sein du parti bolchevique il y a... soixante ans. L'histoire l'a rattrapé, et même largement dépassé.

L'héritage du « communisme » aujourd'hui, c'est la multiplication des procès contre les militants ouvriers, ce sont les mesures prises par Eltsine, ancien responsable du Parti à Sverdlovsk, qui fixent un seuil minimum de 5 000 adhérents pour autoriser la déclaration d'une organisation de travailleurs, et qui soumettent l'activité syndicale au bon vouloir de l'administration (2). C'est dire que la création d'associations ouvrières libres est pratiquement interdite. On ne peut mieux affirmer que la revendication de la démocratie politique a pour corollaire la peur panique de l'émergence d'un mouvement ouvrier autonome : le spectre du communisme (le vrai, celui de la libre association des travailleurs) plane plus que jamais, et ce sont les anciens « communistes » (les faux) qui sont chargés de le terrasser.

René Berthier

(1) Bakounine, *Œuvres*, Champ libre, VIII p. 161.

(2) Cf. l'article de Sergueï, *le Monde libertaire* du 12-18 septembre 1991.

(A suivre)

le monde
libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)		Sous pli fermé (France)	Etranger
	1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F	
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F	
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F	

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Finissons-en avec le capitalisme

(suite de la « une »)

économique et politique. Pour mener à bien cela, il ne sert à rien de prêcher le « Grand soir », ou de tenter une « refondation » à la sauce marxiste. La seule alternative ne peut être que la recherche, fortement exigeante, d'une économie totalement différente. Une économie basée sur une égalité effective. Cela est possible, malgré la complexité des sociétés contemporaines. Cette économie ne sera plus une économie d'accumulation ou de profits. Elle sera nécessairement distributive. On peut construire, dès maintenant, ce type d'organisation visant à une plus juste répartition des richesses. Cela ne relève pas de l'utopie mais d'une volonté politique. Sans cette volonté politique, il est bien évident qu'une telle réalisation ne pourra se réaliser. C'est en cela que le marxisme a échoué. C'est en cela qu'une alternative au capitalisme n'est possible que si la base politique qui sous-entend cette démarche économique difficile est fondée sur la gestion directe, animée sans hiérarchie aucune par tous les acteurs sociaux.

Là où le marxisme-léninisme et l'idéologie capitaliste se sont retrouvés, c'est bien sur cette question incontournable : le pouvoir et les inégalités qu'il engendre !

Pour nous débarrasser de cette économie, il nous faudra tenter d'appréhender ce que certains psychanalystes définissent comme le « discours du maître ». Cette difficulté qu'ont les hommes et les femmes à refuser les dieux et les chefs et envisager d'autres rapports que ceux qui leur sont imposés !

Sans cette approche individuelle, chère aux anarchistes, il sera impossible de construire collectivement une alternative crédible. Le rapport individu-collectif, la réflexion sur la vie en société - ses difficultés, ses contraintes - mais aussi son absolue nécessité : « nous n'existons pas sans les autres ». Après la parenthèse marxiste-léniniste, il faut tout reprendre à zéro. Le degré zéro du marxisme libertaire !

Alain Dervin

(1) Gérard Desportes, *Libération* du 10 septembre.
(2) et (3) *FO-hebdo*, n° 2090.

Infos brèves

FACE À LA MORT

Une nouvelle étude de l'INSEE le confirme : l'inégalité sociale devant la mort est toujours aussi forte. Plus on est pauvre et déclassé, plus on a la malchance de mourir jeune. « *Entre 35 et 50 ans un professeur ou un ingénieur a en moyenne encore quarante-cinq ans d'espérance de vie, un manoeuvre moins de trente-six ans* » (1). Après la lutte des classes, la mort des pauvres !

(1) Guy Harsich, *Le Monde* du 10 septembre 1991 (d'après une étude de Guy Desplanques, publiée dans *INSEE première*, n° 158).

SUSPENSION

Un militant CFTC (syndicat chrétien) s'est suspendu au pont au Change à Paris, le lundi 9 septembre, pour dénoncer l'« inertie » gouvernementale face aux suppressions d'emplois dans les sociétés de Bourse. A quand la crucifixion sur l'autel du grand capital ?

PRISON SANS MATONS

Les vingt-cinq gardiens de la maison d'arrêt d'Ajaccio étaient tous en congés-maladie le jeudi 12 septembre. Dix-sept d'entre-eux voulaient ainsi protester contre l'absentéisme de leurs collègues toujours « *malades pour des motifs bidons* ». L'administration pénitentiaire a dû envoyer des renforts. Certains trouveront la situation cocasse, et penseront, poétiquement, que faute de gardiens, les détenus auraient pu se faire la malle. Mais que dire de la gêne occasionnée pour ceux qui, en cas de réussite d'une telle manoeuvre, auraient dû rester cloîtrés sans droit aux visites, sans promenade quotidienne, sans repas, sans accès aux ateliers, etc. ?

RENTREE SOCIALE

En avant pour le pétard mouillé ?

DU côté des luttes ? Les états-majors syndicaux en sont encore à faire des études comparées de la montée du chômage et de ses effets néfastes. En contemplant le mouvement social comme du haut d'un balcon, on vient à se comporter comme un « partenaire social » plus qu'un syndicat.

Ainsi, Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du patronat et Jean Kaspar, leader de la CFDT, dans une interview publiée dans le *Nouvel observateur*, semblent d'accord sur les suggestions à faire au gouvernement au sujet de la relance des privatisations et du chômage.

L'hebdomadaire peut alors titrer « *CNPF-CFDT, même combat ?* » et renchérir : « *Une grande première...* ». S'occuper uniquement de la législation sociale, et que de cela, c'est bien et pour certains ça doit rapporter gros, y'a qu'à voir les luxueux locaux de l'avenue Simon-Bolivar dans le 19^e à Paris !

Dans la conférence de rentrée de la CFDT, il ne fallait pas chercher autre chose qu'une belle lurette que la CFDT n'a plus besoin de militants, quelques permanents suffisent pour le « syndicalisme » de services.

Alors, les bonnes volontés basistes, les ex-moutons noirs de Montholon (ex-siège de la CFDT), et quelques confédérations syndicales suffiront-elles à réchauffer le climat social de la rentrée ? Après la prestation télévisée de François Mitterrand, la CGT a réitéré son « banco » à la proposition de Force ouvrière d'une grève nationale. Duteil, membre du bureau confédéral de la CGT, a même déclaré qu'il fallait en « *débattre le plus vite possible sur tous les lieux de travail* ». Diable, est-ce que cela veut dire qu'officiellement les états-majors ne sont pas en phase et que la confédération de Montreuil en appelle au débordement par la base ? Les temps changent...

La fédération CGT de la Santé et de l'Action sociale a déclaré mettre « *tout en oeuvre pour que les 16 et 26 septembre soient des journées d'action non seulement des professionnels, infirmières et assistantes sociales, mais de tous les acteurs de ce pays* ». Au niveau de l'enseignement SNES et SNIPEGC de Seine-Saint-Denis ont voté pour la grève, afin d'exiger l'ouverture de classes supplémentaires. Pour ne citer que deux initiatives non intersyndicales...

Le seul exemple unitaire marquant étant jusqu'ici Renault Sandouville où le

Abraham Serfaty enfin libre !

C'était un des plus anciens prisonniers politiques du monde. Hassan II, l'ami de la France et roi du Maroc, l'a libéré vendredi 14 septembre et expulsé en direction de Paris.

Abraham Serfaty, poète et militant d'un groupuscule marxiste-léniniste, était emprisonné depuis 1974 à la suite d'une accusation portée pour « *complot contre la monarchie pour lui substituer une république socialiste ; incitation à la guerre civile et association illégale* »... Maltraité, torturé il aura jusqu'au bout résisté au souverain chérifien sans jamais se renier.

Cette libération peut surprendre. En effet, Hassan II déclarait en juillet dernier qu'il ne libérerait pas ce « *monsieur* ». Est-ce l'effondrement du marxisme-léninisme qui a inspiré les bonnes grâces royales ou un nouveau marchandage franco-marocain, après la grotesque affaire Diouri ? Cela reste à éclaircir. Au moins, pour cette fois, un homme de convictions y a gagné la liberté. C'est bien là l'essentiel !

A.D.

MONTREUIL

Expulsion illégale

LY a dix ans, en 1981, M. et Mme D. louent un petit appartement de deux pièces à Montreuil, au 207, rue de Paris. M. D., âgé de 60 ans, travaille dans une entreprise de nettoyage. Une espèce d'aventurier de la finance à la Tapie. M. Jean-Claude Rivet, marchand de biens, qui se présente comme « *restructeur et assistant d'entreprises* », voyant les prix de l'immobilier grimper sur Paris, achète en 1989 le 207, rue de Paris. Montreuil est à côté de la capitale, et comme les prix des loyers y deviennent trop chers, même pour les classes moyennes, on peut espérer faire de bonnes affaires à Montreuil et racketter ceux qui doivent quitter Paris.

M. Rivet achète donc un immeuble qui contient une charcuterie et un petit logement, qui est habité par M. et Mme D., protégés par la loi de 1948 sur les loyers. Malgré les tentatives d'expulsion, M. et Mme D., qui ne s'émerveillent pas du magnifique objet financier, s'entêtent à vouloir rester dans leur logement.

En juillet dernier, M. Jean-Claude Rivet fait enlever la toiture, histoire de les mettre dehors, car il n'a pas le pouvoir de les mettre à la rue. Avec l'audace d'un beauf, il essaye de mettre l'immeuble en péril par n'importe quel moyen. Les D. ont droit à un relogement, comme l'assure la loi. Loi qui semble, pour M. Rivet, un simple détail dans l'histoire. M. et Mme D. ont assigné en procès le propriétaire-casseur pour détérioration de leur domicile (ce procès a eu lieu le vendredi 13 septembre). Mais celui-ci craint que le tribunal le condamne à réparer la toiture et à maintenir les D. dans leur logement. La veille du procès, il arrive en Land Rover avec un commando de démolisseurs pour s'assurer que même si le tribunal reconnaît le droit aux D. d'habiter au 207, rue de Paris, l'immeuble soit rigoureusement inhabitable. Les ouvriers-casseurs s'attaquent à l'escalier ; jettent les affaires des D. par les fenêtres ; murent les ouvertures pendant que Mme D. se trouve à l'intérieur, car elle refuse de quitter son domicile. Les voisins et des adhérents de l'association au « *Droit au logement* » se rassemblent dans l'après midi devant l'immeuble. Ils sont pour la plupart originaires d'Afrique. A la charcuterie, au rez-de-chaussée, on peut entendre des propos du genre : « *Et le charcutier, il te faudrait tirer dans le tas, ça te ferait de la viande pour les saucisses* ». (rires) « *Vas-y lâche ton chien* »... « *Ah non, je ne voudrais pas qu'il lui arrive quelque chose* ». Vers 18 h, la police arrive la matraque à la main. Ils retourent, brutalement, les gens venus en soutien aux D. Par contre, elle n'a pas cru bon d'intervenir auparavant, en pléines voies de fait exécutées par une équipe de gros bras, qui était le toit, détruisait illégalement l'immeuble et dégradait, volontairement, les biens des locataires. La présence d'une avocate (blanche !) oblige le commissaire, néanmoins, à accepter l'évidence : les D. sont bien locataires en titre, et M. Rivet n'a aucun droit de démolir leur maison. Le logement étant devenu inhabitable et même dangereux, M. Rivet leur en propose un autre à Montreuil, dont il est aussi propriétaire. M. D. le visite. C'est une petite pièce avec un énorme trou au plafond. Décidément, M. Rivet collectionne des logements dévastés. M. et Mme D. décident alors de dormir dans la cour de leur immeuble, remplie de gravats. Ils vont y dormir accompagnés de leurs amis, car ils craignent les provocations des sbires de M. Rivet. La rumeur dit que celui-ci a le bras long et des amis à la mairie de Montreuil.

La décision du tribunal d'instance de Montreuil a été mise en délibéré jusqu'à jeudi 19 septembre. Un comité de soutien s'est constitué.

Extrait de l'émission « *Sans toit ni loi* »

Echos de presse

Cette semaine, encore, a été marquée par les commentaires affûtés de nos spécialistes russes ; avec en prime la conférence de presse donnée par Dieu, lui-même.

Morceaux volés !

Jean-Marie Colombani disserte ainsi sur les propos de François Mitterrand, dans le *Monde* du 13 septembre : « *Le socialisme à la française se réduit à une équation simple : le libéralisme plus l'impôt sur la fortune* ». Il cite, également, le candidat en campagne céleste de l'année 1981 : « *Deux millions de chômeurs, moi François Mitterrand, je dis que c'est injuste !* » Dix ans plus tard le Saint-Père compte trois millions de chômeurs, parmi ses ouailles, et Jean-Marie Colombani d'enfoncer le clou : « *Le mitterrandisme a épuisé sa vocation historique...* » Et pan sur le bec !

Toujours dans le quotidien du soir, on y apprend que les socialistes sont en quête d'auteurs. Qu'ils cherchent de nouvelles références. « *Contre le marxisme, (le PS) veut réhabiliter un autre courant de pensée socialiste, celui qui de Leroux et Proudhon jusqu'à Jaurès place le pluralisme au cœur de sa réflexion...* ». Attention au pillage !

Pour le reste, on retrouve nos fidèles gratte-papier. Philippe Tesson, dans le *Quotidien de Paris* du 12 septembre, traite Mitterrand de « *vieux monsieur sans couleur* » et en page 5 de ce même canard, la journaliste Liliane Laplaine nous dresse un magnifique tableau de l'état de santé du maître de l'Élysée. C'est un régal pour l'estomac. « *La sphère ORL. Il est indéniablement fragile de ce côté-là... rhinopharyngites, grippe... il tousse comme tout le monde* » (sic).

Du côté russe, l'*Humanité* du 13 septembre ressort Lénine. « *Le marxisme vivra !* », revendique l'organe central du PCF. *L'Humana* ouvre même l'album de famille avec une photo de Vladimir Illitch en compagnie de sa sœur et de sa femme, Nadeja Kroupskaïa. Souvenirs, souvenirs !

Quant à *Politis* (n° 151), Bernard Langlois a été chercher un vieux camarade, Pierre Broué, auteur d'une *Histoire du Parti bolchevik* et d'une biographie de Trotski, qui nous dit : « *Je n'aimerais pas voir les manifestants s'en prendre aux restes de Lénine...* » On peut le comprendre.

Enfin, le pompon rose revient, cette semaine, à Lionel Jospin, qui sur France-Inter, le vendredi 13 septembre à 8 h 20 précises, nous a révélé : « *Le gouvernement de gauche est sous l'influence de l'idéologie dominante, qui est de droite* ». Bigre, quel aveu !

A.D.

BIBLIOTHEQUE ANARCHISTE

L'Union régionale parisienne de la FA met à la disposition des sympathisants une bibliothèque, proposant des ouvrages sur l'anarchisme. C'est une occasion de rencontrer des militants et de discuter avec eux de nos projets et de nos idées. Cette bibliothèque est ouverte tous les samedis de 15 h à 18 h, dans le local du groupe Louise-Michel, au 10, rue Robert-Planquette (M^o Blanche), 75018 Paris.

SQUATTS PARISIENS

L'état des lieux !

DEPUIS longtemps sur Paris et en banlieue des maisons vides sont occupées dans un but d'habitation, dans un but politique, ou artistique.

Au début du siècle, un anarchiste du nom de Cochon organisait les mal-logés, afin qu'ils aient des logements décentes et qu'ils agissent efficacement contre la police, les huissiers et les propriétaires. Plus récemment l'Usine, ce squatt autonome musical de Montreuil (Seine-Saint-Denis), les squatts des Cascades, Art Cloche et le Comité des mal-logés ont relancé cette pratique.

L'année passée, le Comité des mal-logés avec d'autres expulsés ont occupé la place de la Réunion et fait connaître à un large public les difficultés de ces derniers. A l'issue de cette lutte, le Comité des mal-logés a scissionné. Le Droit au logement (DAL) est né. Ce dernier anime depuis plusieurs semaines, en collaboration avec d'autres associations, le campement du 133 quai de la Gare (13^e arrondis-

sement), où sont réunies 80 familles. Si aujourd'hui certains squatts ont disparu : l'Usine, Art Cloche, les Cascades et bien d'autres, l'action des mal-logés a payé. Le maire de Paris, Jacques Chirac, ne peut plus expulser aussi facilement qu'autrefois.

Les squatts anarchistes

Si les squatts sont désormais une réalité, par contre, peu nombreux sont ceux s'affirmant anarchistes. Il en existe cependant quelques uns.

Sur Ris-Orangis, se trouve le Centre autonome et d'expérimentation sociale (CAES). Créé depuis 10 ans, il s'agit là d'un centre alternatif important qui vient d'obtenir un bail ! On y fait de la musique, de la peinture, des concerts, un travail d'imprimerie et on s'adonne à l'escalade à partir d'un mur...

A deux pas de l'hôpital Saint-Louis (10^e arrondissement), s'est ouvert, naguère, le squatt de la Coordination

lycéenne et étudiante anarchiste (CLEA) dans le but de s'intéresser aux activités négligées par le lycée et la fac : concerts, débats (notamment sur les prisons...), activités artistiques. Squatt de néophytes, donc aidés dans leur installation par les autonomes et les artistes du squatt Potin. Mais avec le temps, des mutations se sont opérées à la faveur des événements de la place de la Réunion. Aujourd'hui, alors que ce squatt a disparu, la CLEA tire le bilan et remarque deux choses : la non participation au squatt des anarchistes organisés, et ceci malgré des appels répétés ; ainsi que la difficulté de mettre en œuvre l'autogestion au quotidien, lorsque les individus manquent d'autonomie et demeurent inactifs...

Dans la banlieue nord-est, aux abords du cimetière des Lilas, de jeunes anarchistes ont repris l'initiative en ouvrant une grande usine. C'est un squatt artistique et d'habitation, que sont venus étoffer certains artistes du squatt Potin.

Paris compte aussi son squatt d'artistes peintres russes, un squatt écologiste, de nombreux squatts de musiciens, un squatt féministe, des squatts autonomes et bien d'autres, dont le couvent des Récollets.

Anarchistes ou pas, les animateurs de squatts artistiques participent également aux festivals et fêtes de quartiers ; cela va de soi. Ainsi, on les retrouve aussi bien à la fête de la musique qu'à la fête du jardin Villemin, et en d'autres occasions où ils effectuent un travail bien entendu artistique et assurent la logistique (son, électricité...). Ils participent, par ailleurs, aux grandes manifestations : contre la guerre du Golfe, lors du 1^{er} Mai... A leur manière, ils redonnent du souffle à la vie associative.

D'après infos de Michel Kouyaté (CLEA)

N.B. : Sur Radio-Libertaire (89.4 FM), chaque samedi de 16 h 30 à 18 h, ne ratez pas l'émission « Sans toit ni loi », qui traite des problèmes du logement et de la vie associative à l'intérieur des squatts.

EN BREF

« NOIR ET ROUGE »

Noir et Rouge déménage... La BP 22, « Samedi soir dimanche matin » ne répond plus. Pour rejoindre Noir et Rouge, vous devez maintenant écrire à Noir et Rouge, chez « Des Libertaires Editeur » (DLE), 20 avenue Weber, 93500 Pantin. Profitez de ce changement d'adresse pour mettre à jour votre abonnement avant augmentation (1 an, 5 numéros : 100 F, chèques à l'ordre de Noir et Rouge) ; commandez le n° 21, dont le dossier traite des rapports entre « Fête et révolution » (été 1991. 36 pages. Prix : 22 F) ou commandez le 45 tour Bérurier Noir/Haine Brigade, pressé en soutien à la revue, dont quelques exemplaires viennent d'être retrouvés (prix : 25 F, port compris)... A bon entendeur, salut...

SYNDICAT DES TRAVAILLEURS DE L'EDUCATION DE LA CNT

En cette rentrée sociale, le syndicat des travailleurs de l'Education de la CNT (région parisienne) communique les dates de ses permanences, qu'il assure au 33, rue des Vignoles (M^o Buzenval et M^o Avron), 75020 Paris, de 14 h à 17 h : 25 septembre, 9 octobre, 23 octobre, 13 novembre, 27 novembre et 11 décembre.

REPEUPLEMENT

Les Ch'timis de La Porcherie sauvent l'école

Après l'Ariège, dont nous vous avons parlé la semaine passée, voici un exemple d'initiative de repeuplement d'un village et d'une sauvegarde d'école qui n'est pas pour nous déplaire. Malgré un cadre quelque peu institutionnalisé : celui de la mairie, des gens s'organisent lorsque l'Etat s'avère défaillant. Système débrouille encouragé par nos gouvernants, diront certains. Soit ! Mais l'autogestion doit bien commencer quelque part.

Si dans certaines de nos grandes villes la rénovation passe par l'expulsion de familles issues de milieux populaires, il n'en est pas de même partout. De petites communes, touchées par un endémique exode rural, ont parfois recours à des solutions originales, qui méritent d'être mises en avant. C'est le cas de la commune de La Porcherie, un petit bourg du Limousin de six cent huit habitants. Pour remédier à la fermeture de son école, annonçant presque inéluctablement la mort de sa commune, le maire, Albert Peyronnet, s'est mis à la recherche d'une famille souhaitant venir vivre à la campagne.

L'initiative est prise en 1988, après que l'inspection académique eut décidé

de fermer une première classe (1). Par une petite annonce dans un hebdo gratuit, une offre d'accueil est lancée. Elle sera sans effet jusqu'à ce que la presse nationale, quelque peu sceptique, s'en empare. A Roubaix, Michèle Perlik reçoit cette annonce avec enchantement. Epouse d'un chômeur en fin de droit, Michèle écrit au maire de La Porcherie. Sa lettre est retenue parmi 14, celle-ci étant agrémentée de fiches d'état-civil. A la suite d'une première rencontre, le couple Perlik et ses dix enfants débarquent en fanfare au village où l'ancien logement des instituteurs vient d'être rénové pour les accueillir. Malgré le logement et la scolarité, tous les problèmes ne sont pas résolus pour autant. Simon Perlik demeure au chômage. Cette situation va durer un an et demi. C'est qu'en Limousin le travail n'abonde guère et qu'en ce domaine rien n'a été prévu par une municipalité aux bien faibles moyens budgétaires. L'expérience va se développer avec l'arrivée d'un autre couple nordiste et de ses propres dix enfants. Une famille que l'on n'attendait pas, et qui mettra bien du monde dans l'embarras, en commençant par M. le Maire. « Je ne savais pas où les mettre. J'avais une petite maison de campagne, je les ai installés dedans en attendant mieux ». Adaptation difficile, tiraillements conjugaux... ce nouveau couple repart. Quelque temps après, la

mère demande à revenir à La Porcherie en compagnie de ses dix enfants. Une maison achetée à la Société d'aménagement foncier (SAFER), puis rénovée, lui est fournie. A partir de ce jour, les familles nordistes sont définitivement installées. L'école, pour sa part, est sauvée. L'apport d'une vingtaine d'enfants enrayer le processus de fermeture. La Porcherie a pris désormais des allures de foyer d'implantation ch'timi. Certes, il se trouvera toujours quelques bougons pour trouver bien turbulents ces enfants venus d'ailleurs, mais dans la mesure où clocherisme se pratique dans tous les domaines cela n'a guère d'importance. Important est le fait qu'à la faveur d'initiatives échappant à la grosse cavalerie institutionnalisée, des individus soient en mesure de mener à bien leurs affaires.

Bien évidemment, ici, la municipalité a pris l'initiative et l'on pourra toujours disserter sur le rôle des élus : courroies de transmission de l'Etat en palliant ses carences par des solutions réformistes du type cité. Mais pour ceux soucieux de mener à bien des pratiques autogestionnaires, de telles réalisations ne peuvent-elles pas avoir valeur d'exemple ?

Aux idées d'un « Grand soir » qu'un libéralisme prétendument triomphant ne cesse de repousser aux calendes grecques, des objectifs sociaux à court et moyen termes menés dans une optique révolutionnaire doivent répondre. L'auto-organisation d'individus libres et responsables commence dès à présent. Les événements qui vont dans ce sens sont à encourager, ceci à La Porcherie comme ailleurs.

Claude Nepper

(1) Vingt-cinq classes disparaissent à chaque rentrée dans la Haute-Vienne, qui compte 36 communes sans école.

« Anarchie et prison »



Samedi 28 septembre 1991

à l'AGECA

(177, rue de Charonne, 75011 Paris)
à partir de 14 h

Intervenants :

Serge Livrozet, Miguel Benassayag,
Gaetano Manfredonia,
Jacques Lesage de la Haye,
l'équipe de l'émission « Ras-les-murs »...

Débat à l'initiative de Radio-Libertaire

Fête de soutien au
« Monde libertaire »
samedi 12 octobre
19 h
salle CNT
(33, rue des Vignoles
[M^o Avron], 75020 Paris)
avec
Les Chanteurs livreurs
(style « cabaret électrique »)
Participation aux frais : 30 F
Buffet-bar
Fête à l'initiative des groupes Louise-Michel,
La Vilette et Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste.

FAITS DIVERS

Pulsions vengeresses et obséquiosité sadique

Nouvelles du front

SOIRÉE ANTIMILITARISTE A BRUXELLES

Le samedi 12 octobre, à 18 h, aux Halles de Schaerbeek (rue Royale-Sainte-Marie, 1030 Bruxelles) sera organisée une soirée antimilitariste, intitulée : « Pour en finir avec l'âge des casernes » (projection du film « May la réfractaire », débat, concert, lectures de textes antimilitaristes, librairie, stands d'associations, rencontre, animation au sujet de la crise yougoslave...).

Pour plus d'informations, s'adresser au groupe anarchiste bruxellois **Yapatchev, 65, rue du Midi, 1000 Bruxelles**, ou au mensuel **Alternative libertaire, 2, rue de l'Inquisition, 1040 Bruxelles**. Tél. : 02/736.27.76.

GUIDE A PROPOS DU SERVICE NATIONAL

En collaboration avec les syndicats estudiantins (CELF, UNI, UNEF-ID, UNEF-SE, FNAGE (Grandes écoles) et la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), le ministère de la Défense vient de publier la 5^e édition du *Guide de l'étudiant sur le Service national*. Auxiliaires de la soldatesque, les organisations estudiantines se sont vues livrer de stocks de cette brochure début septembre. Elles n'auront plus qu'à mener leur action collabo en allant distribuer aux portes des universités la bonne parole militariste. Soyons justes, tout de même, sur les 68 pages de ce guide, 2 sont consacrées à... l'objection de conscience. Puisqu'on vous dit que la Grande Muette est pluraliste... Non mais !

PIN'S TRICOLEURE

L'association Pétain-Verdun va être contente, voilà que le secrétariat d'Etat chargé des Anciens combattants et Victimes de guerre vient d'éditer le pin's de la Grande Guerre. Il reproduit le casque des « poilus », barré des trois couleurs nationales. A défaut de Légion d'honneur, certains papys se verront-ils offrir, par François Mitterrand, le pin's de la Victoire à l'occasion d'un futur 14 Juillet ?

L'ACTUALITÉ chargée de la fin août a presque fait oublier un chapelet de faits divers estivaux particulièrement bien fourni. De l'appel de phares à la botte de carottes, en passant par le lapin de clapier ou la voiture hypothéquée, le prix dérisoire de la vie humaine s'est plutôt diversifié. Mais pas les commentaires médiatiques, fidèles aux deux options traditionnelles, au choix : « drame de l'autodéfense » (interview compréhensive du comité de soutien de l'assassin à la clé), ou « crime atroce » (interview complaisante des prisonniers pour la peine de mort en prime). Ce n'est pas dur d'être journaliste !

A propos de la peine de mort, on peut comprendre les proches des victimes d'un meurtre, et leurs pulsions vengeresses. En revanche, ceux qui ven-

dent un micro avec une obséquiosité sadique, puis prétendent donner un poids « moral » douteux aux propos ainsi recueillis sous le choc, sont d'abjects salauds. Rappelons que, même dans sa conception étatique et autoritaire, l'institution judiciaire est sensée, précisément, aller au-delà des réactions passionnelles. C'est même sa raison d'être, en principe. Mais cela demande de réfléchir et, surtout au mois d'août, c'est moins bon pour l'audience qu'un scoop lepéniste bien gras, coco !

Manifestons, en passant, notre admiration devant un ordre social qui brime chaque jour un peu plus la liberté de l'individu (que l'on songe aux conditions d'embauche à Eurodisneyland), mais autorise n'importe quel hystérique à posséder chez lui une arme à feu ; quitte à s'indigner ou s'affliger, selon les cas, après usage meurtrier de ladite arme à feu. Question : combien d'armuriers sont-ils pour la peine de mort ?

Autres questions, posées aux champions de la lutte contre la détention (nous-mêmes !) : quelles mesures immédiates peut-on envisager après un meurtre pour assurer la sécurité de l'assassin et éviter son lynchage ? Ensuite, comment prendre en compte les risques de vengeance et les parer ? Enfin, quel règlement ? Boycott collectif

du « coupable », bannissement ? Mais où, et combien de temps ?

Ceux à qui ces interrogations déplaisent peuvent les évacuer (ce qui n'empêche pas les autres d'y réfléchir !) par un argument statistique : les meurtres sont rares, et les anarchistes disposent de solides lignes directrices pour régler la grande majorité des conflits : médiation, arbitrage par des « juges » acceptés par les deux parties, réparations des torts avérés (et non punition).

Je l'ai d'ailleurs entendu l'autre jour au journal de France-Inter : l'institution judiciaire est « rétrograde et incompétente » ; elle « aggrave les problèmes plus qu'elle ne les résout » ; « la prison est un non-sens, un véritable gâchis familial et social ». Bien entendu, il s'agissait d'un cas de garde d'enfant litigieux, avec emprisonnement du père « dans l'illégalité ». Il restait, il reste à généraliser intelligemment ces remarques de bon sens aux autres types de conflits. A votre avis, faut-il compter, pour ce gros et passionnant travail, sur les journalistes ou sur les anarchistes ?

COQ'S

N.B. : les lecteurs intéressés trouveront, exposée plus en détail, matière à fructueuse réflexion dans le n° 3 des *Celliers rouges*.

CONDITION PATERNELLE

L'égalité des droits des... pères

PARMI les individus ne bénéficiant pas de tous leurs droits légitimes, dans ce beau pays qu'est la France, une catégorie fait peu parler d'elle... Et pourtant ! Les pères non mariés, puisqu'il s'agit d'eux, sont soumis, en effet, à des lois d'un autre âge qui en font des citoyens préalablement défavorisés devant les tribunaux. Une espèce d'apartheid qui s'exerce quotidiennement, sans provoquer beaucoup d'émotion...

A l'heure où l'égalité des droits est revendiquée ici ou là, à juste titre, il est aberrant que toute une partie de la population soit déconsidérée, d'emblée, en matière judiciaire.

Ainsi, lorsque dans un couple non marié les deux partenaires se séparent, la présence d'un ou plusieurs enfants peut poser d'innombrables problèmes. Malheureusement, être père, en France, aujourd'hui, signifie occuper une position plus qu'inconfortable vis-à-vis de la loi et obtenir la garde de son (ses) enfant (s) tient de l'exploit.

Alors que les plaignants sont censés, légalement, bénéficier d'attentions similaires de la part des magistrats, un père, devant un tribunal, devra s'acharner à faire preuve de sa bonne foi, voire de ses bonnes mœurs, souvent en vain d'ailleurs, tandis qu'une mère, sauf cas exceptionnel, en est dispensée.

Il faut savoir qu'un père n'a, initialement, aucun droit sur son enfant, que la mère, en revanche, les possède tous. Offrir aux femmes des droits comparables à ceux des hommes est une chose dont on ne peut que se féliciter, tout comme on ne pourrait qu'approuver l'égalité de traitement des Français et des immigrés, des riches et des pauvres...

Mais là, en l'occurrence, règne la plus stricte inégalité, qui pour être légale n'en est pas moins complètement illégitime. Tout se passe comme si un groupe social précis tenait à conserver jalousement ses privilèges. Les réactions sont les mêmes que celles qui émaneraient, par exemple, d'un patron mis en cause par ses employés, lequel n'hésiterait pas à se réfugier derrière la loi, sachant pertinemment qu'il obtiendrait gain de cause. Devant les récriminations d'un père, une mère, comme un patron

devant les griefs de ses employés, lancera souvent en dernier recours : « C'est comme ça et pas autrement ! » Que répondre à cela ?

Le Nouveau mouvement de la condition paternelle, une association ouverte aux hommes et aux femmes (1), revendique un rééquilibrage des statuts.

« Nous nous battons, explique-t-elle, pour que la "justice" :

- cesse d'inciter les mères à choisir leur intérêt personnel avant leur devoir de parent en en faisant les éternelles gagnantes des séparations (...);

- considère, avant tout, que l'intérêt et le droit des enfants est de garder leurs deux parents ;

- cesse de cautionner les déménagements-enlèvements ayant pour seul but la mise à l'écart du père, poussant certains d'entre eux à des actions désespérées (enlèvement, suicide...). »

Flagrante inégalité

La séparation d'un couple, pour traumatisante, paraît-il, qu'elle soit quelquefois pour les adultes concernés, ne doit pas l'être pour un enfant, qui, l'âge aidant, est particulièrement sensible aux tiraillements dont il s'avère l'objet. Seule une égalité des droits entre le père et la mère, en éliminant un important motif de discorde, est à même de garantir à l'enfant un développement harmonieux.

La lutte contre le sexisme, qui a mobilisé les efforts de femmes mais aussi de nombreux hommes, implique une lutte contre toute forme de discrimination et non un simple renversement de la situation. Il est, par exemple, inadmissible que 10% des pères, une fraction vraiment infime, obtiennent la garde de leur (s) enfant (s), alors que 75% à 80%, selon le NMCP, le demandent. L'inégalité des droits est ici flagrante.

A conditions égales (revenus, logement...), les juges accordent systématiquement le droit de garde, autrement dit l'exercice de l'autorité parentale, à la mère. Et même

lorsque le père, manifestement, présente de plus sérieuses garanties pour élever l'enfant, le choix continue de s'exercer au profit de la mère.

Pour s'y opposer, le père n'a pratiquement aucun moyen. Reconnaître l'enfant lui évite de se voir privé d'office de tout droit, mais ne lui en procure guère. Se marier avec la mère ne le met pas plus à l'abri. En cas de séparation, si, comme de coutume le droit de garde ne lui est accordé qu'avec une extrême parcimonie (en général - et au mieux - pour les enfants qui ne sont plus « en bas âge » : un week-end sur deux et la moitié des vacances scolaires) et s'il persiste à vouloir en user (il faut être motivé), les éventuels frais de déplacement seront à sa charge, en plus, bien entendu, d'une pension alimentaire versée à la mère. Cette pension, qui se justifie parfois, apparaît d'autres fois comme une pénalisation infligée au père.

Cette différence de statut entre le père et la mère reflète bien le poids des traditions dans notre pays, même lorsque celles-ci sont à l'évidence tombées en désuétude. L'homme au travail, la femme au foyer, à s'occuper de ses enfants, voici quels sont les rôles encore préconisés par un appareil judiciaire archaïque. Comment ne pas être indisposé par ces relents de pétainisme ! La mère est obligatoirement maternelle (parlons-en de ce fameux « instinct », qui relève surtout de l'éducation !) et le père, garant de l'autorité de la famille, ne doit porter à sa progéniture qu'une attention limitée. Ne mélangeons pas les rôles, et tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes !

Pourtant, cette vision de la société ne correspond plus à grand-chose à l'heure où hommes et femmes se partagent le travail (salarié ou domestique) et tendent enfin, en de nombreux points sauf celui qui nous préoccupe, à bénéficier de droits équivalents. Pour le bien de tous, et des enfants en premier lieu, il importe donc qu'une réelle égalité de statut soit appliquée.

T.M.

(1) NMCP, 144, avenue Daumesnil, 75012 Paris. Tél. (1) 43.41.45.18. Permanence le lundi, de 19 h à 23 h, avenue Daumesnil (M° Gare-de-Lyon), 75012 Paris.

Nécrologie

Nous venons d'apprendre le décès de Jacques Brajon. Sa fille, Claire, nous demande d'en informer ses amis par l'intermédiaire du *Monde libertaire*. Jacques Brajon est mort le 18 août 1991, à Paris. L'inhumation a eu lieu le 2 septembre à Barbaste (Lot-et-Garonne).

Claire Brajon, 48, rue de l'Ourcq, 75019 Paris.

Associations

CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR L'ANARCHISME

Le CIRA de Marseille lance un appel à tous ceux et toutes celles qui ont été en relations avec May Piquery et qui ont conservé correspondances, photos, documents divers la concernant, afin de compléter et d'enrichir le fonds constitué, selon ses vœux, après son décès, par le centre. Merci d'avance aux généreux donateurs. Les originaux (ou bonnes photocopies) doivent être adressés à : René Bianco - CIRA, BP 40, 13382 Marseille cedex 13.

FORCE OUVRIÈRE

Le syndicat Force ouvrière organise sa fête annuelle les 21 et 22 septembre « à l'emplacement habituel : la pelouse de Reuilly, 75012 Paris ». Le thème de cette édition 1991 est « La Fête en liberté... Vaste programme ! A ne pas manquer, pour les amateurs, les discours de Marc Blondel, secrétaire général de FO, en date du samedi 21, à 16 h 30. Il devrait annoncer la grève générale... illimitée et expropriatrice ! Non, rassurez-vous...

Seulement une possible grève interprofessionnelle de 24 h !

« SANTE AUTREMENT »

Le 3^e salon « Santé autrement » se déroulera à l'Espace Austerlitz, 30 quai d'Austerlitz, 75013 Paris, du 27 au 30 septembre, de 11 h à 19 h 30 et en nocturne les 27 et 28, jusqu'à 22 h. Ce salon se compose d'une centaine de stands, d'ateliers et de conférences. Le droit d'entrée est fixé au prix de 45 F.

Informations au (1) 47.20.37.36 (demander Myriam Rebmeister ou Nicole Wartner).

2^e UNION REGIONALE CNT

Le dimanche 22 septembre, à 15 h, aura lieu la première réunion de la 2^e Union régionale CNT, dans le cadre de la relance de ses activités après réfection de son local. Cette causerie aura pour thème : « La question syndicale aujourd'hui ». Il se déroulera au 39, rue de la Tour-d'Auvergne, 75009 Paris.

2^e Union régionale CNT, BP 4, 75421 Paris cedex 09. Tél. (1) 48.78.78.64.

UNION « SOVIETIQUE »

Regard sur un empire à la dérive

Notre ami Sacha, représentant du syndicat SMOT en France, s'exprime sur la question de l'URSS. Eltsine, Gorbatchev, le putsch de Moscou, le quotidien, la situation des anarchistes aussi bien en Russie qu'en Ukraine... bien des sujets sont examinés. Nous reproduisons, ici, l'essentiel de son interview.

Le Monde libertaire : Quelles sont les forces politiques présentes aujourd'hui dans l'ancienne URSS ? Par exemple, Boris Eltsine se revendique-t-il d'une idéologie ?

Sacha : L'année dernière, Eltsine a quitté le Parti communiste l'avant-veille du congrès. Avant cela, c'était un important personnage de la *nomenklatura*. Aujourd'hui, il y a une nouvelle génération non communiste : les libéraux-démocrates. Ils se prétendent une alternative au communisme. Ce sont des gens qui occupaient des positions peu élevées dans la *nomenklatura*, en gros l'*intelligentsia* qui avait depuis longtemps rompu avec le PC. Mais, en fait, ils ont les mêmes habitudes que les communistes. Eux aussi posent un problème. En changeant leur nom et en venant au pouvoir, ils ne font que prolonger le passé. Eltsine représente une partie de ces gens-là. Sa stratégie est calquée sur celle de la *nomenklatura*. Sa tactique, par exemple, consiste à séparer le KGB de Russie de celui de l'Union, mais la pratique reste la même. Il existe des prisonniers d'opinion qu'il pourrait libérer d'une signature. Mais il ne le fait pas. Les gens disent qu'il a peur d'une critique de la part de ses proches.

Le Monde libertaire : Sur quelle orientation idéologique s'est-il fait élire ?

Sacha : Il n'a pas d'idéologie. Il se limite à des déclarations ; au début comme communiste de gauche critiquant les privilèges de la *nomenklatura* (il a été élu sur des positions populistes). Il dit souvent que la *perestroïka* est trop lente ; enfin, il défend des positions capitalistes... Capitalistes à visage humain !

Le Monde libertaire : Pourra-t-il tenir longtemps ce cap ?

Sacha : Oui, car en URSS tout le monde a de très mauvais rapports avec l'idéologie. Il y a beaucoup de gens qui ne reconnaissent



plus la politique comme un phénomène normal. Toutes les unions et partis qui existent sont très petits. La majorité des travailleurs et des paysans est apolitique. Eltsine utilise le nationalisme en disant que la Russie est grande et peut se tirer de toutes les difficultés. Mais il faut être honnête, je pense que Eltsine ne comprend rien au capitalisme. Par exemple, lors de son dernier voyage aux Etats-Unis, il a déclaré qu'il était pour le capitalisme mais contre la spéculation (...). Je pense que la seule différence entre Eltsine et Gorbatchev est le pouvoir. Eltsine n'en ayant pas, il est plus libéral !

l'humanité a seulement deux problèmes : l'argent et le pouvoir. La propagande joue sur ces réflexes nationaux. Et la situation est tellement mauvaise que les gens ne voient pas plus loin.

Le Monde libertaire : Est-ce qu'à terme les idées libertaires ont leur chance ?

Sacha : Les idées de décentralisation et d'autogestion sont très populaires, notamment dans les comités de grève. Mais il y a de gros problèmes économiques. Et ceux qui défendent des idées internationalistes affrontent de grosses résistances. A l'intérieur du SMOT, la Biélorussie et la Russie travaillent très bien ensemble, mais c'est très difficile avec les pays baltes et l'Ukraine occidentale. Le nationalisme est très fort aujourd'hui ! Il existe beaucoup de groupes anarchistes, mais ils sont en crise ; soit pour des raisons de conflits de générations, soit pour des raisons de confusionisme dû à la propagande officielle qui amalgame maoïsme, trotskysme et anarchisme. Des gens très divers, ne connaissant pas les idées, rejoignent les mouvements libertaires en train de se chercher.

Le Monde libertaire : Quelle est la situation quotidienne ?

Sacha : Les salaires ont augmenté, mais les approvisionnement restent très difficiles (...).

Le Monde libertaire : Et l'aide internationale ?

Sacha : Les gouvernements ont peur de l'éclatement de l'Union, de ses conséquences sur l'armée et les armes atomiques. Ils craignent pour leurs investissements. L'aide est destinée à stabiliser Gorbatchev, dont tout le monde a besoin. Au niveau des autres organisations, les contacts directs sont très importants, car les gens n'imaginent pas la vie en Occident et ses problèmes. J'ai rencontré des immigrés très désillusionnés. Les problèmes ne sont pas les mêmes, mais ils font souffrir autant qu'en URSS.

Le Monde libertaire : Que pensez-vous du putsch ?

Sacha : A mon avis le putsch a été préparé. Gorbatchev l'a bloqué en contrôlant les communications intermédiaires des putschistes. Les décrets des putschistes n'arrivaient pas à la base. Il est bizarre que l'armée soit entrée sans munitions dans Moscou et que l'on dise que les communications de Gorbatchev furent coupées, alors que cela semble techniquement impossible, sa villa étant parfaitement autonome. On peut diriger le monde aussi bien de Crimée que de Moscou. Eltsine, quant à lui, circulait et téléphonait librement. Tous les témoins disent que les barricades étaient symboliques et que les putschistes auraient pu prendre la Maison Blanche (siège du parlement de Russie) sans problème...

Interview réalisée par Alain Dervin (groupe Pierre-Besnard)

« Des gens très divers, ne connaissant pas les idées, rejoignent les mouvements libertaires en train de se chercher »

Le Monde libertaire : Ici, les commentateurs prétendent qu'ils se sont partagés le pouvoir.

Sacha : Bien sûr, ils travaillent ensemble. Mais au pouvoir, Gorbatchev ne peut pas se permettre de critiquer le KGB, l'armée, d'appeler les travailleurs à arrêter une grève ; Eltsine le peut.

Le Monde libertaire : Est-ce que dans les autres républiques se retrouve le même schéma ?

Sacha : En Ukraine, le Parti communiste est très fort ; il contrôle pratiquement le pouvoir. Ils ont même arrêté des députés d'opposition. Stephan Kmarov, un des leaders de l'opposition, a été arrêté et relâché plusieurs fois. Officiellement, on n'a pas interdit le PC. La Pravda reparait sous forme d'un journal multi-partis. On a fermé les locaux et les archives des cellules du PCUS, mais les dirigeants sont les mêmes. Le problème, c'est que les communistes en Russie, c'est la mafia. Officiellement, ils sont 12 millions et ces gens-là travaillent.

Le Monde libertaire : N'y a-t-il pas contradiction entre les revendications nationalistes et les communistes aux postes de commandement ?

Sacha : En fait, avec ces questions de nationalités, ils masquent une autre question : Qui est responsable ? Cela leur permet de faire l'économie d'analyses du passé.

Le Monde libertaire : Ici, certains anarchistes ne comprennent pas l'importance des revendications nationales.

Sacha : D'abord, il y a eu une grande russification. La langue russe a « occupé » les autres langues. Elle était obligatoire pour faire carrière. C'était ressenti comme un mépris des nationalités. La petite bourgeoisie des républiques a vu là la perspective pour prendre le pouvoir. Je pense que

GRANDE-BRETAGNE

Poll tax : les aperçus d'une résistance

Après la victoire éclatante du mouvement anti-poll tax qui, rappelons-le, a provoqué la chute de la jusqu'alors inébranlable Dame de fer, *Counter information* (1) dans son numéro d'été fait le bilan d'une lutte exemplaire. Cette feuille libertaire britannique dresse une liste non exhaustive de faits et d'actions qui ont démontré l'efficacité de l'action directe dans la Cité.

1) 15,5 millions d'Anglais et de Gallois et 1,5 d'Ecosse n'ont jamais payé la poll tax ou sont sujets à de sérieux arriérés. Au total, la Grande-Bretagne compte 18,5 millions de non-payers.

2) Au 31 mars, 29% des rentrées poll tax que devaient récolter les municipalités écossaises n'ont pas été payées.

3) 85% des non-payers anglais et gallois, qui ont reçu un avis de non-paiement, ont refusé de retourner le formulaire dans lequel ils avaient à préciser l'adresse de leur employeur.

4) A Hackney, on a repéré, suivi, menacé et attaqué physiquement les huissiers Rayner et Ferrar. Leurs voitures ont été endommagées. On a lâché les chiens sur eux et joué de la batte de base-ball. Aujourd'hui, nos deux hommes ont résilié leur contrat avec la poll tax.

5) A Hamilton, une action déterminée de 150 manifestants, rassemblés le 6 mars autour d'un logement, a forcé les officiers municipaux à abandonner une saisie pour caution. Celle-ci faisait suite à un refus d'inscription à la poll tax.

6) Le 3 mai, à Govan et Glasgow, les officiers municipaux ont été arrêtés dans l'accomplissement de leur besogne et ont dû demander la protection de la police.

7) Courant mai, une centaine de non-payers ont rendu visite à Roche, le patron des huissiers, près de Bristol. Alors que sa maison était encore en construction, les portes et les fenêtres de celle-ci furent murées ! Son équipement et sa tenue de pêcheur, ainsi que son pinard, trouvés dans le garage, furent vendus aux enchères, tandis que des slogans contre les huissiers apparaissaient mystérieusement sur ses murs.

8) A noter, aussi, des raids au domicile d'un huissier à Draycott, ainsi que chez des conseillers municipaux de Camden et Croydon.

9) En Angleterre et au Pays-de-Galle, dans une tentative d'intimidation qui se révéla infructueuse, les autorités jetèrent en prison environ 14 non-payers. Les groupes anti-poll tax sont en train de faire pression auprès des conseils municipaux pour stopper ces procédures d'incarcération. Un réseau de solidarité avec les détenus se met en place.

10) L'emprisonnement de deux non-payers par la municipalité conservatrice de Trafford, en avril, a poussé 150 personnes à faire le siège du commissariat d'Huddersfield et provoqué des marches de protestation dans cette même ville et à Sale.

11) A la société Ford d'Halewood, lors d'un grand meeting, il a été voté le principe d'une grève au cas où cette firme mettrait en place un système de prélèvement de la taxe directement sur les salaires.

12) A Strathclyde, il y a eu 3 000 appels réussis contre les prélèvements à la source de la poll tax.

Traduit par Alain D. (groupe de Dieppe)

(1) *Counter information* c/o Pigeonhole C.I., 11 Torth street, Edimburgh EH1 (U.K.)

ESPAGNE

On recense 2 000 insoumis au service militaire de l'autre côté des Pyrénées. Certains sont actuellement emprisonnés, dont Javier Urrea, le porte parole de l'Assemblée des objecteurs, qui est détenu à Saragosse depuis le 6 mai.

Après avoir été cambriolé trois fois en avril, le siège de la radio « Arlote », une radio libre, a été incendié le 5 mai. Ce lieu, situé à Ordizia (Gipuzkoa), abritait des structures alternatives et libertaires. Les menaces peintes sur les murs par les incendiaires n'empêchent pas les travaux de reconstruction de reprendre.

MEXIQUE

C'est à Mexico, capitale d'un pays riche de traditions révolutionnaires et de luttes, qu'ont eu lieu les premières rencontres nationales des anarchistes mexicains les 14, 15 et 16 septembre derniers.

Cette manifestation était organisée par le Mouvement anarchiste libertaire (MAL), la bibliothèque sociale Reconstructrice, le groupe autogestionnaire de « Salud popular », la revue *Testimonio*, les fanzines *Brigada subversiva* et *Atras Pies*, ainsi que la Commission de communication et finance. Parmi les thèmes abordés, on retiendra : « les groupes anarchistes hier, aujourd'hui et demain », « les anarchistes et la société », « la vie quotidienne », « les femmes », « les jeunes »... Ces premières rencontres revêtent une importance internationale qui n'échappe pas aux militants et militantes de la Fédération anarchiste.

Edouard Sarboni (Perpignan) (pour le secrétariat aux Relations internationales)

RUSSIE

A Petrograd (ex-Leningrad) s'est tenu le congrès de l'Union anarcho-démocratique (ADS) les 27 et 28 juillet. Les discussions ont porté sur l'organisation, et également sur une critique de la Confédération anarcho-syndicaliste (KAS).

UKRAINE

Le 4^e congrès de la Confédération anarchiste d'Ukraine (CAU) s'est tenu les 24 et 25 août à Zhitomir. Il a été décidé, en particulier, d'ériger un monument ainsi que de mettre en place un musée à la mémoire de l'anarchiste Nestor Makno dans sa ville natale, Gouliai Polie, située au sud de l'Ukraine.

Le conflit entre la CAU et la Confédération anarcho-syndicaliste de Moscou (KAS) continue. La CAU dénonce et critique la « *nomenklatura* » des leaders importants de la KAS.

Bernard (Relations internationales de la FA) Traduction, d'après les informations transmises par la CAU « Nestor » d'Ukraine.

N.B. : nous reviendrons, dans nos prochains numéros sur les divergences idéologiques qui opposent la KAS et le mouvement libertaire en « URSS ».

SUISSE

Un projet d'occupation d'une ferme et de création d'un collectif « agriculture » est envisagé près de Zürich. Les promoteurs de ce projet cherchent matière à comparaison avec des projets déjà réalisés.

Si vous souhaitez leur communiquer vos expériences, écrivez à Martin Burr, Postfach 752, 8402 Winterthur (Suisse).

Radio-Libertaire et « le Monde libertaire » sur 3615 RLIBERTAIRE !

Pour joindre le Monde libertaire, sous-rubrique du 3615 RLIBERTAIRE, tapez ML après l'apparition du menu général. Une page de notre hebdomadaire, destinée à sa présentation et à l'énoncé du sommaire, est à votre disposition.

Nouveauté en BD

Le n° 1 de « Banzai en folie », de notre ami Charb, vient de sortir. On le trouve pour 15 F dans certaines librairies. L'abonnement d'un an (3 n°) est fixé au prix de 50 F (port compris), et en sus vous recevrez le 1er album de Charb. « Banzai en folie » c/o Sami Djebali, 9 impasse Villiers-Adam, 75020 Paris.



EXPOSITION
Soutien nîmois au « Monde libertaire »

Depuis le 11 septembre, Le Titot de Titus met les bouchées doubles avec deux expositions.

La première présente les nouveaux collages de Guy Roman, qui n'est plus un inconnu pour les habitués du lieu. Il réalise des tableaux, grouillant d'images, de couleurs et de symboles. On retrouve dans chaque œuvre exposée un thème cher à l'auteur, et qui se rapporte à un univers qu'il prend plaisir à faire connaître. Avec en filigrane l'humour, cynique parfois, féroce toujours. Difficile de rester indifférent devant ces fresques composées de fragments de miroir et de poésies : âmes sensibles s'abstenir.

La seconde est constituée de photos réalisées par Daniel Vidal. Celui-ci a choisi de montrer des clichés illustrant l'univers des bancs publics, thème traité en noir et blanc, afin de mieux faire passer l'émotion du moment.

Il a su saisir les expressions, la solitude ou le désespoir d'une population hétéroclite qui fait des bancs publics des lieux de vie, moyens de communication ou d'isolement.

Ces deux expositions ont en commun cet esprit libertaire qui anime les deux compères, par ailleurs militants du groupe Henri-Marius de la Fédération anarchiste !

Précisons que le fruit des ventes des travaux réalisés sera reversé intégralement au Monde libertaire, histoire de montrer qu'à cet hebdomadaire on y tient.

Groupe Henri-Marius de Nîmes

N.B. : Guy Roman et Daniel Vidal exposent au café-théâtre de la rue Pierre-Semard, Le Titot de Titus, à Nîmes, ceci jusqu'au 15 octobre.

Colloque international « Octave Mirbeau »
19 - 22 septembre 1991

Programme

- Jeudi 19 septembre, de 13 h 45 à 18 h : « Combats politiques ».
- Vendredi 20, de 8 h 30 à 12 h 45 : « Combats esthétiques ».
- Vendredi 20, de 14 h à 18 h : « Mirbeau écrivain ».
- Samedi 21, de 8 h 30 à 18 h 45 : « Mirbeau écrivain ».
- Dimanche 22, de 8 h 30 à 13 h : « La situation de Mirbeau ».

Université d'Angers, faculté de Lettres, 11, boulevard Lavoisier, 49045 Angers cedex 01. Tél. : (16) 41.35.21.22.

Les éditions Incontrolées publient un « Guide international des fanzines et de la presse parallèle » (plus de 30 pays traités avec plus de 400 adresses accompagnées d'un descriptif. Prix : 15 F + 3,80 F de port (chèques sans ordre). Ed. Inc., BP 11, 44401 Rezé cedex

Publication du CIRA de Marseille

Le Centre international de recherches sur l'anarchisme de Marseille (CIRA) vient de publier son Bulletin, n° 31/32 (1er semestre 1991), 130 pages, consacré à « La presse anarchiste publiée en France de 1880 à 1983 ».

On y trouvera près de 2 000 titres classés alphabétiquement et chronologiquement avec l'indication des

LITTÉRATURE

De si braves soldats !

Ceux qui pensent qu'il vaut mieux rire, parfois, que se lamenter des sinistres exploits de la gent kakie, apprécieront comme il se doit *Le Héros oublié*, un roman d'Henrik Tikkanen, traduit du suédois par Philippe Bouquet (éd. Arcantère-François Majault).

Viktor Kåppåra est un soldat modeste, pour qui « un ordre est un ordre jusqu'à ce qu'il soit remplacé par un contreordre » ! Même si la situation, autour de lui, se modifie radicalement, même si les officiers sont en pleine débâcle, et même, surtout, si la paix est enfin déclarée, il demeure à son poste, vaillant. Avec de tels patriotes, les frontières sont comme les voies du seigneur : impénétrables !

Ce *Héros oublié* est à l'image du célèbre *Soldat Chuëik* de Jaroslav Hasek (plusieurs titres en Folio, d'un antimilitarisme ravageur) ou du *Soldat Ivan Tchoukine* de Vladimir Voïnovitch (Folio). Ses incontestables qualités dites militaires, poussées jusqu'au paroxysme, ridiculisent, infiniment mieux que de longues déclamations, l'armée et ses dignes représentants. De l'art de retourner les armes !

Thierry Maricourt

Ciné sélection

9es Rencontres du cinéma italien
12 - 19 octobre — Annecy

Créées en 1983, les Rencontres du cinéma italien se trouvent être une manifestation des plus intéressantes et importantes concernant le 7e art transalpin en France.

Les rencontres d'Annecy ont pour but, d'une part, de montrer au public des œuvres déjà affinées, de l'autre, de proposer de nouveaux itinéraires, grâce à des réalisations cinématographiques de jeunes auteurs ; preuve que le cinéma demeure un remarquable outil pour exprimer états d'âme, talents et créativité.

Un autre objectif de ces rencontres est de tendre à un rayonnement permanent, qui favorise la circulation des films italiens vers la France, une démarche développée tout au long de l'année pour soutenir l'arrivée d'un nombre croissant de films dans l'Hexagone.

Cinéastes, comédiens, distributeurs, exploitants de salles, journalistes et public viennent, chaque année, plus nombreux pour soutenir une telle initiative.

Au programme de cette 9e édition :

- panorama des œuvres de l'année ;
- rétrospective consacrée à Giuseppe de Santis, une des grandes figures du néo-réalisme et du cinéma des années 50 (la totalité de ses films, au nombre de douze, sera projetée : *Riz amer, Hommes et loups, Marcher ou mourir...*) ;
- l'événement sera « Naples dans le cinéma italien », à travers un tour d'horizon de la production muette et d'une anthologie de films tournés pendant les années 30. Un colloque est prévu sur ce thème avec la présence de Francesco Rosi, Ettore Scola, Massimo Troisi... ;
- enfin, une dizaine de films de jeunes réalisateurs concourent pour « il bacio ».

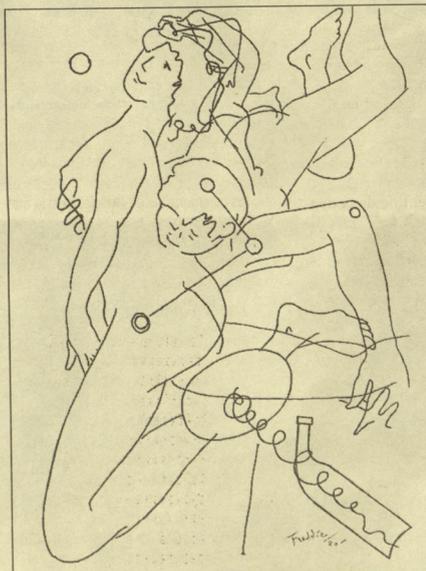
Des rencontres, qui placées sous le signe de la convivialité, sont à découvrir.

Bruno (gr. Région-toulonnaise)

N.B. : Ces Rencontres du cinéma italien se dérouleront au Centre d'action culturelle Bonlieu, 1, rue Jean-Jaurès, 74000 Annecy. Tél. : (16) 50.33.44.00.

EXPOSITION

« Quand le journal devient art »
Gravures d'artistes danois publiées par le quotidien « Politiken »



Vilhelm Freddie

Depuis 20 ans, le quotidien *Politiken* reproduit dans ses colonnes des œuvres d'artistes danois. A ce jour, une série de 200 œuvres a été constituée. Cela conduit, aujourd'hui, à une exposition de grande qualité, qui est organisée dans les murs de la Maison du Danemark, au 142, avenue des Champs-Élysées (M° George V).

« Cette collection de reproductions graphiques donne sans aucun doute l'impression la plus représentative de l'évolution de l'art graphique au cours de la dernière génération », nous indique Herbert Pundick, le rédacteur en chef de *Politiken*.

Les amateurs d'art contemporain auront tout le loisir de découvrir les œuvres exposées jusqu'au 27 octobre, tous les jours, sauf le lundi, de 13 h à 18 h, et le dimanche entre 15 h et 18 h.

Mots et Musiques et Radio-Libertaire présentent

Claire

le lundi 23 septembre, à 20 h 30

au Théâtre Clavel

3, rue Clavel (M° Pyrénées), 75019 Paris.

Tél. : 42.38.22.58.

Places : 80 F et 60 F.

RENDEZ-VOUS

AUBAGNE
Un groupe FA vient de se constituer sur Aubagne (Bouches-du-Rhône). Pour le contacter, écrivez au groupe Ascaso-Durruti (11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille), qui transmettra.

AUBENAS
Après la déroute du communisme étatique, peut-on être aujourd'hui anarchiste ? Quelle alternative libertaire au libéralisme ? Le groupe anarchiste d'Aubenas invite les libertaires ardéchois (ou d'ailleurs !) pour en débattre le vendredi 4 octobre, à 20 h 30, salle Marcel-Gimond, château d'Aubenas.
Pour nous contacter, écrivez à : CES, BP 15, 07170 Villeneuve-de-Berg.

MONTPELLIER
Une liaison de la Fédération anarchiste existe à Montpellier. Vous pouvez la contacter en écrivant aux Relations Intérieures (145, rue Amélot, 75011 Paris) qui transmettront.

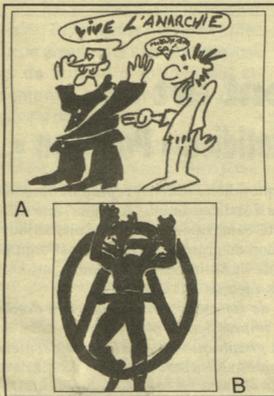
PRIVAS
Une liaison FA est en création à Privas (préfecture de l'Ardèche). Pour la contacter, écrivez à : CES, BP 15, 07170 Villeneuve-de-Berg.

TOULOUSE
On peut rejoindre le groupe FA de Toulouse en s'adressant à l'Athénée Albert-Camus, 39, rue Peyrolières. Permanences le jeudi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 18 h. Par ailleurs, chaque dimanche, le groupe vend le *Monde libertaire*, entre 10 h 30 et midi, au marché aux puces de Saint-Sernin.

VERSAILLES
Le groupe « Commune de Paris » existe sur Versailles. Pour le contacter, écrivez aux Relations Intérieures qui transmettront.

PARUTIONS

TEE-SHIRTS
Le groupe Ascaso-Durruti de Marseille édite deux tee-shirts : « Vive l'anarchie » de Reiser et « Femmes libres » (voir nos illustrations approximatives A et B). Prix de chaque : 50 F (port compris). Les chèques sont à libeller à l'ordre de Jean-Pierre Louy et à envoyer au groupe Ascaso-Durruti, 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille.



BROCHURE
Pour ce trente septième numéro de *Volonté anarchiste*, le groupe Fresnes-Antony a choisi de rééditer « Pour l'anarchisme » de Nicolas Walter.
Pour cette parution, Nicolas Walter a eu l'amabilité de rédiger une nouvelle préface. Cette brochure - maintes fois éditée en allemand, français, grec, italien, japonais, danois, serbo-croate, etc - présente un grand intérêt en tant qu'introduction à la pensée libertaire.
C'est un numéro que vous trouverez, pour seulement 25 F, à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris (chèques à libeller à l'ordre de Publico).
Le meilleur soutien pour la revue *Volonté anarchiste* est bien sûr l'abonnement. Il est, désormais, de 190 F pour 8 numéros. Versement à l'ordre de ASH, 34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony. CCP 21600 42 C Paris.

SOLIDARITE

Divergence-FM

une autre radio pour Montpellier

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel fait le ménage sur la bande FM dans le Languedoc. Divergence-FM, radio particulièrement originale, est menacée de ne plus pouvoir émettre sur 98.4, après le nettoyage. La solidarité s'impose en vue de maintenir son existence au delà de l'échéance de septembre.

« *Le Pouvoir ne soutient pas les "radios commerciales". Il les a créées et il soutient le fric qui les réhausse dans l'horreur du vide et de la commiseration bancaire. Le Pouvoir transpire et il sent mauvais. Il y en a assez. Demain matin, nous nous leverons après avoir passé le chiffon sur ces "présidents", sur ces PDG, sur ces voyous toujours en liberté, provisoire ! Bien à toi, Divergence-FM.* »

C'est Léo Ferré qui écrit ces lignes pour apporter son soutien à Divergence-FM (1), une radio qui émet sur Montpellier et qui risque fort d'être éliminée par le CSA.

Comme partout en France, le CSA réorganise la bande FM, en veillant bien à privilégier les radios nationales, comme Europe 1 et RTL, mais aussi tous les réseaux du style NRJ, Nostalgie, Europe 2... ces radios commerciales, sans âme, qui diffusent à peu de chose près les mêmes musiques, les mêmes infos et les mêmes pubs.

On est loin des débuts de la FM, des radios pirates, des radios associatives. Aujourd'hui quelques unes survivent tant bien que mal, mais le CSA est là pour remettre de l'ordre. Le paysage radiophonique est le même que celui de l'édition, du rock ou de toutes les créations : ce sont les associations, les passionnés, les créatifs qui jouent les pion-

niers, défrichent, se cassent les dents, se battent contre des lois ou des états de faits rétrogrades et ce sont les marchands qui en retirent les bénéfices. Dans le cas des radios, c'est l'Etat, directement, qui vient aider les radios commerciales à s'installer.

Actuellement, le CSA réorganise la bande FM du Languedoc et c'est ce mois-ci que sera connue la nouvelle liste des radios autorisées à émettre. Or sur Montpellier, seulement 17 fréquences seront attribuées pour 39 radios, dont 23 qui émettent actuellement. Parmi celles-ci, des radios associatives, pas rentables, et donc dans le collimateur.

Parmi ces radios associatives, se trouve Divergence-FM, qui émet en pirate depuis 1987.

Divergence-FM à l'œuvre

Divergence-FM n'est pas une radio comme les autres puisqu'elle propose de la création sonore, genre qui ne se pratique que sur France-Culture et éventuellement sur France-Inter. Sur Divergence-FM, il n'est pas question d'animation « pousse disque », et on n'y entend ni le Top 50 ni tubes. « *La programmation de Divergence-FM est*

organisée autour de trois pôles : la diffusion d'œuvres enregistrées, la création originale et l'information locale. »

Au niveau de la diffusion d'œuvres enregistrées, ce sont surtout les chansons méditerranéennes, mais aussi le jazz ou des musiques innovatrices.

Pour les créations, la programmation de Divergence-FM accorde une très large place à la création radiophonique par l'élaboration en pré-production en studio de modules sonores, clips audios (autour de poèmes), chroniques, reportages... à titre d'exemple, des interviews de Léo Ferré, Gérard Manset, Paco Ibanez, Morice Benin, Jean Guidoni, Jeanne Moreau... mais aussi des séries originales, des feuilletons, des nouvelles... avec un dénominateur commun : redonner à l'auditeur l'envie d'écouter la radio, de redevenir complice. Faire une radio qui s'efforce de bousculer les idées reçues. Etre insolite. Que la radio ne soit pas uniquement un bruit de fond. Enfin, pour l'information locale, faire une radio donnant la parole aux associations et assurant la couverture de manifestations culturelles...

« *Divergence-FM résulte d'une conception précise et persévérante de la radio, objet de plaisir dans la communication.* », disent ses animateurs.

Ses fondateurs, présents dans le monde des radios locales depuis 1981 (autour de Radio-Air-Libre et de Radio-France-Hérault notamment), bénéficient d'une expérience acquise qui les a conduits à écarter résolument le mode de développement commercial (publicité, course à l'audience, banalisation des programmes, adhésion aux réseaux...).

Depuis 1987, ils s'ingénient à défendre l'existence d'une programmation originale, privilégiant des choix artistiques et créatifs mis en œuvre dans des conditions de qualité professionnelle. Pour ce faire, Divergence-FM n'a qu'un budget annuel de 80 000 F (!), c'est dire si avec de l'énergie on peut faire une radio de qualité sans argent.

Un soutien nécessaire

Depuis que Divergence-FM sait qu'elle risque l'interdiction, elle a fait appel à ses auditeurs. En peu de temps, 2500 ont signé une pétition et un comité de soutien s'est créé, à la tête duquel on trouve Léo Ferré, ainsi que des chorégraphes, musiciens, directeurs de théâtres, labels de disques et même le directeur de Radio-France-Hérault. D'autres radios, plus assises, n'ayant pas les mêmes buts, plus jazz ou plus rock, comme Radio-Clapas ou l'Echo des Garrigues sont également venues apporter leur soutien.

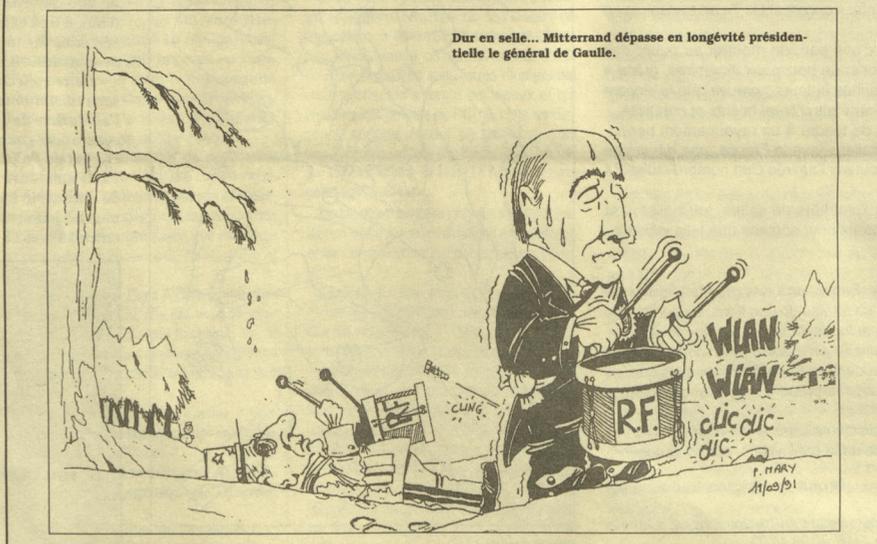
Aujourd'hui, ce sont toutes les radios associatives qui sont menacées. Déjà certaines régions n'ont plus qu'une bande FM insipide, sur laquelle d'une fréquence à l'autre on n'entend que la même guimauve. Il faut donc se battre, et vous tous qui soutenez Radio-Libertaire, aidez Divergence-FM, et les autres radios, dans d'autres villes, qui résistent.

Jean-Pierre Levaray

(1) Divergence-FM (98.4 Mhz)/association Croqui'oreilles, 1, rue des Mouettes, 34000 Montpellier. Tél. (16) 67.65.64.32

Pour nous communiquer vos informations de province ou de l'étranger, utilisez la télécopie.
FAX Publico : 49.29.98.59

Le dessin de la semaine



SOMMAIRE

PAGE 1 : Finissons-en avec le capitalisme, De l'accumulation primitive au capitalisme : la période transitoire, Edito.
PAGE 2 : De l'accumulation primitive au capitalisme : la période transitoire (suite de la « une »).
PAGE 3 : Finissons-en avec le capitalisme (suite de la « une »), Abraham Serfaty enfin libre !, Echos de presse, Infos brèves, Expulsion illégale à Montreuil, En avant pour le pétard mouillé ?
PAGE 4 : Etat des lieux des squatts parisiens, Les Ch'limis de La Porcherie sauvent l'école, En bref.
PAGE 5 : Nouvelles du front, Pulsions vengeresses et obséquiosité sadique, L'égalité des droits des... pères, Nécrologie, Associations...
PAGE 6 : URSS : regard sur un empire à la dérive, Poll tax : les aperçus d'une résistance, Brèves internationales.
PAGE 7 : Soutien nimois au ML, Littérature : De si braves soldats, Rencontres du cinéma italien, Exposition graphique danoise.
PAGE 8 : Divergence-FM : une autre radio pour Montpellier, Le dessin de la semaine, Infos FA.